



Mardi 13 décembre 2011

Avec force de grèves, avec manifestations, refusons l'austérité, exigeons une juste répartition des richesses !

Alors que l'ensemble des peuples européens sont confrontés à des politiques d'austérité, que les marchés financiers piétinent les élections démocratiques en "choisissant" des présidents "à leurs bottes", que la plupart des dirigeants en responsabilités politiques courbent l'échine devant les exigences financières des "banquiers", le monde du travail, l'ensemble des salariés, leurs familles, ont pour devoir de défendre "becs et ongles" leurs droits, l'avenir des futures générations : les peuples, en France, comme partout en Europe, sont en état de légitime défense face aux desseins de quelques affairistes qui sacrifient nos vies, l'avenir de nos enfants, pour préserver, renforcer leurs privilèges.

Il est de la responsabilité de chaque salarié de prendre en mains son avenir, celui de sa famille en refusant de prendre pour argent comptant les discours culpabilisants assénés au quotidien pour opposer la population, pointant du doigt telle ou telle catégorie socio professionnelle, mais jamais la responsabilité du grand patronat, **en s'organisant avec ses camarades de travail, avec la CGT, dans l'action collective pour porter l'exigence d'autres choix.**

Profits 6 mois 2011 des 40 entreprises françaises de la Bourse (Cac 40) + 10 % atteignant 46 milliards d'euros : l'équivalent de 2 555 000 emplois à 3000 euros par mois !

☞ **Les mutuelles, les assurés, seraient taxés de 2.2 milliards d'euros en 2012.**
☞ **4.5 milliards d'euros, montant dont bénéficie le patronat sur la défiscalisation des heures supplémentaires.**

172 milliards d'euros par an : la Cour des Comptes dévoile le montant des aides de toute nature au bénéfice des entreprises chaque année, au titre de l'emploi !!!!! Sans aucun contrôle !

Le CE de l'établissement n'est même pas consulté !! Ni informé ! Alors que, licenciements, fermetures d'usines se multiplient dans l'indifférence.

La perspective n'est pas dans des votes délégataires dits "sanctions" (*qu'ils soient politiques ou syndicaux*) mais de peser sur les choix à partir de nos revendications par notre intervention, participation individuelle et collective sur les contenus des projets, pour répondre aux attentes, besoins des salariés, de la population.

Il est urgent de rompre avec ces gestions d'entreprise qui sont devenues la règle d'or de fonctionnement imposées dans les ÉTATS : l'abandon de projets, d'investissements sur le long terme remplacés par des choix financiers à court terme.

Il est inacceptable, intolérable, de voir progresser la pauvreté, l'exclusion, alors que les richesses augmentent continuellement : + 2 000 000 de millionnaires recensés en France, avec des fortunes en augmentation par les choix gouvernementaux de baisser leurs impôts (ISF).

Avec pour seul souci de satisfaire les attentes des affairistes du monde de la finance, le gouvernement décide de mesures draconiennes contre les familles avec baisse des allocations familiales (500 M d'euros) ; augmentation des impôts au travers du gel du barème d'imposition (+ 1.7 M d'euros) ; recul des droits retraite (100 M d'euros) ; réduction droits santé (700 M d'euros) ; une journée non payée pour arrêts maladie / AT, hausse de la TVA (1.8 milliard d'euros), etc.....

Les salariés paieraient la facture de 7.7 milliards contre 1.9 milliard pour les entreprises et hauts revenus (une goutte d'eau par rapport aux cadeaux fiscaux faits les années précédentes).

- L'urgence est à imposer des choix conformes à nos intérêts collectifs.
- L'urgence est à répartir les richesses pour relancer l'économie avec la revalorisation des salaires, des classifications.
- L'urgence est au gel des 170 milliards d'aides pour les utiliser à créer des emplois, réduire / supprimer la pénibilité au travail : 170 milliards d'euros, ce sont 5 000 000 emplois à 3000 € par mois ; des emplois utiles pour donner un avenir à la jeunesse, pour réduire la pénibilité du travail dans l'entreprise : avec ces salaires/emplois, ce sont près de 80 milliards d'euros qui alimenteraient les caisses de notre protection sociale.
- Relancer l'économie, ça passe par l'augmentation des salaires, des pensions de retraite, par des emplois stables, qualifiés, garantis sur la vie avec une politique de ré-industrialisation nationale.

Mardi 13 décembre 2011, la voix des salariés, de leurs familles, comptera pour exiger la satisfaction de ces revendications.

**Ne restons pas spectateurs :
agissons !**